



Arrêt

n° 85 351 du 31 juillet 2012
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 avril 2012, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prise le 6 janvier 2012.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 31 mai 2012 convoquant les parties à l'audience du 21 juin 2012.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. DOCKX loco Me G. CASTIAUX, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. POQUETTE loco Mes D. et S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 10 août 2011, le requérant a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, en faisant valoir sa qualité de descendant de Belge, à savoir sa mère.

1.2. Le 6 janvier 2012, la partie défenderesse a pris, à son égard, une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, qui lui a été notifiée le 21 mars 2012. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen [de] l'Union;

descendant à charge de sa mère belge [X.X.]

Quoique la personne concernée ait apporté des documents (mutuelle, preuve de son identité via passeport, acte de naissance, attestation d'individualité, ressources du ménage rejoint via contrat de travail, fiche de paie et remboursement de contribution, procuration du 18/02/2009 par l'intéressé à son père demeuré au Maroc, factures (Décathlon et Media Markt), extrait bancaire du 04/08/2011 de la personne) tendant à établir qu'elle est à charge de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, ces documents n'établissent pas de manière suffisante la qualité de membre de famille « à charge ».

En effet, bien que l'intéressé produise la preuve de ressources suffisantes du ménage sur base du contrat de travail, le remboursement des contributions et la fiche de paie d'août 2011.

Le fait d'avoir actuellement cette capacité financière suffisante ne constitue pour autant une preuve suffisante que l'intéressé était antérieurement à la demande à charge de sa mère belge ouvrant le droit.

L'intéressé ne produit pas la preuve qu'antérieurement à la demande, il était durablement et suffisamment à charge du membre de famille rejoint.

Les factures et l'extrait bancaire (ce dernier sans relation avec l'intéressé) ne peuvent être pris en considération. De même le fait de résider de longue [sic.] à l'adresse de la personne rejointe, ne peut constituer une preuve suffisante que l'intéressé est à charge de sa mère belge.

Enfin, la personne concernée n'établit pas qu'elle est démunie ou que ses ressources sont insuffisantes : elle n'établit pas que le soutien matériel des personnes rejointes lui était nécessaire et donc ne prouve pas de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint.

Le fait de donner une procuration à son père demeurant [sic.] au Maroc le 18/02/2009 afin de collecter des documents tendant à prouver l'absence de ressources ne peut constituer une preuve suffisante de l'absence de ressources. D'autant plus que dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour introduite le 15/12/2009 (refusée le 22/06/2011 - notifié le 25/07/2011), l'intéressé produit la preuve de sa nomination en qualité d'associé actif (Assemblée Générale du 22/06/2009 avec acquisition de 100 parts au sein de la SPRL [X.X.]).

En conséquence, l'intéressé ne prouve pas dans les délais requis de façon suffisante son incapacité financière à vivre décemment [sic.] ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des articles 62 « et suivants » de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après: la loi du 15 décembre 1980), des articles 1 à 4 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du principe selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents de la cause.

2.2.1. Dans ce qui peut être considéré comme une première branche, la partie requérante fait valoir que « le requérant a démontré qu'il vit avec sa mère en Belgique et qu'elle dispose de ressources suffisantes pour le prendre en charge » et soutient que « l'appréciation [de la partie défenderesse] est le fruit d'une erreur manifeste dans la mesure où le requérant n'a aucune autre ressource légale que l'aide et le soutien qu'il a de sa mère ». Elle fait encore valoir que « l'attestation [de sa nomination en qualité d'associé actif] a été déposée à l'appui d'une demande de régularisation antérieure du

requérant, afin de démontrer qu'il été bien intégré [sic.] [...]. La partie adverse oublie de mentionner que la demande de régularisation du requérant a été rejetée et qu'il lui a été rappelé à l'époque qu'en l'absence d'autorisation de travail, aucune prestation professionnelle ne pouvait être effectuée au sein de cette société, en l'occurrence, la partie adverse n'ignore pas que la participation à une société n'est pas une source de revenu pour le requérant. [...] [Cette attestation] démontre au contraire une fois de plus que la mère du requérant est son seul soutien financier et qu'il est bien à sa charge ». La partie requérante ajoute que le « requérant est arrivé en Belgique pour trouver une vie meilleure, [...] qu'il n'avait pas de travail au Maroc et aucunes ressources [sic.]. C'est pourquoi sa mère lui envoyait régulièrement de l'argent [...] ».

2.2.2. Dans une seconde branche, la partie requérante fait valoir que « la partie adverse a mal utilisé les informations et les éléments déposés au dossier par le requérant. Que les documents et les informations déposées à l'appui de sa demande permettent objectivement de reconnaître qu'il est bien à charge de sa mère en Belgique et qu'il n'a jamais eu de ressources personnelles au Maroc. Qu'il démontre à suffisance qu'il dépendait financièrement de sa mère avant de venir en Belgique ».

3. Discussion.

3.1. Sur les deux branches du moyen unique, le Conseil rappelle que la Cour de Justice de l'Union européenne a, dans son arrêt YUNYING JIA (Arrêt C-1/05 du 9 janvier 2007), précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ». Il ressort dudit arrêt que : « (...) l'article 1er, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance ».

La condition fixée à l'article 40bis, §2, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, relative à la notion « [être] à [leur] charge » doit dès lors être comprise à la lumière de la jurisprudence précitée comme impliquant le fait d'avoir été à charge au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique.

3.2. En l'occurrence, le Conseil constate, à l'examen du dossier administratif, que si le requérant a notamment produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour, une attestation de mutuelle, une preuve de son identité via une copie de son passeport, un acte de naissance, une attestation d'individualité, des documents établissant les ressources du ménage rejoint - un contrat de travail, une fiche de paie, un remboursement de contribution -, des factures et un extrait bancaire, il est, en revanche, manifestement resté en défaut de produire des preuves valables susceptibles de démontrer qu'au pays d'origine, il était démuné ou que ses ressources étaient insuffisantes : il n'établit pas que le soutien matériel de la personne rejointe lui était nécessaire et donc ne prouve pas de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint, ainsi que le souligne à bon droit la partie défenderesse dans la motivation de la décision querellée lorsqu'elle fait valoir

que le fait de donner une procuration, le 18/02/2009, à son père demeuré au Maroc afin de collecter des documents tendant à prouver son absence de ressources ne peut constituer une preuve suffisante de son indigence.

La partie requérante reste, manifestement en défaut de contester ce motif, se bornant à affirmer « que cette appréciation est le fruit d'une erreur manifeste dans la mesure où le requérant n'a aucune autre ressource légale que l'aide et le soutien qu'il a de sa mère [...]. Il n'avait pas de travail au Maroc et aucunes ressources [sic.] », soit une argumentation dénuée de toute pertinence, dès lors qu'au demeurant, elle ne permet nullement d'infirmer la carence constatée dans le chef du requérant quant à l'absence de dépôt de pièce susceptible de constituer une preuve de son indigence, tandis qu'elle n'autorise pas davantage de mettre en cause l'appréciation faite par la partie défenderesse à l'égard de la procuration susmentionnée.

Le Conseil estime, par conséquent, que la partie défenderesse a adéquatement motivé sa décision, en considérant que le requérant n'a pas prouvé l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard de la regroupante et partant, en décidant qu'il ne remplissait pas les conditions requises pour bénéficier du séjour à ce titre.

Le motif susmentionné suffisant à motiver la décision attaquée, les autres motifs présentent par conséquent un caractère surabondant, de sorte que les observations formulées à ce sujet en termes de requête ne sont pas de nature à entraîner l'annulation de la décision attaquée.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen ne peut être considéré comme fondé en aucune de ses branches.

4. Débats succincts.

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension, à laquelle la partie requérante n'a en tout état de cause pas intérêt, au vu des termes de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente et un juillet deux mille douze
par :

Mm N. RENIERS,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme A. LECLERCQ,

Greffier Assumé.

Le greffier,

Le président,

A. LECLERCQ

N. RENIERS